Ferrer i Guardia : pédagogie et rébellion dans une Espagne en mutation

Autor(en): **Rodríguez, Mari Carmen**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **26 (2010)**

PDF erstellt am: **25.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-520374

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

FERRER I GUARDIA : PÉDAGOGIE ET RÉBELLION DANS UNE ESPAGNE EN MUTATION

MARI CARMEN RODRÍGUEZ

La figure de Francisco Ferrer i Guardia a fait l'objet de récupérations multiples. Sa mort s'est trouvée au cœur d'un usage politique international. Il est devenu le martyr emblématique d'une société engoncée dans le conservatisme et la morale catholique. Mais peu ont tenté de comprendre et de reprendre le projet de société qu'il avait pensé. Son projet d'École moderne, avant tout réfractaire et émancipateur, s'est à la fois imprégné et distingué des modèles progressistes de son temps. Refusant toute institutionnalisation, son caractère insaisissable est peut-être à l'origine de la mémoire discrète que ses idées et son enseignement connaissent aujourd'hui en Espagne, pays où l'éducation est encore marquée par des dissensions idéologiques héritées du XIXe siècle[1].

Pour comprendre l'atypisme de Ferrer et de la réception de son œuvre, il convient de se pencher sur la personnalité du pédagogue et du contexte dans lequel il évolue.

Né en 1859 dans une famille conservatrice de riches propriétaires agricoles catalans, Ferrer s'installe dès 14 ans à Barcelone et travaille pour son oncle, qui fréquente les milieux républicains progressistes[2]. L'Espagne de l'adolescence de Ferrer est marquée par une éphémère Première République (1873-1874), dans un siècle de violentes confrontations sociales et politiques entre progressistes et conservateurs. Au cœur d'une lutte entre républicains radicaux, fédéralistes, unitaires, traditionalistes ou monarchistes (avec en particulier les guerres carlistes), la période, qui connaît un mouvement ouvrier très actif, voit également éclore une vague « cantonaliste ». De nombreuses régions comme Carthagène, certaines villes d'Andalousie, mais aussi Salamanque ou Avila proclament leur indépendance[3]. Le développement du « cantonalisme » coïncide avec les révoltes ouvrières et paysannes en quête de justice sociale, sans pour autant s'y mêler. En Catalogne, au nom d'une République fédérale, la volonté de changement se manifeste, le 9 mars 1873, par une tentative de proclamer l'Estat Català. Dans ce contexte, le jeune Ferrer entre en contact avec des libres penseurs et la franc-

1. Rafael Valls, *Historiografía escolar española : siglos XIX-XXI,* Madrid, UNED ediciones, 2007.
2. Juan Avilés, *Francisco Ferrer y Guardia, pedágogo, anarquista y mártir,* Madrid, Marcial Pons, 2006.
3. Francisco Martí Gilabert, *La Primera República Española 1873-1874,* Madrid, Rialp, 2007, pp. 45-70.

maçonnerie catalane. Il apprend le français et un emploi de contrôleur dans les chemins de fer lui permet plus tard de voyager et d'élargir ses connaissances, notamment à Paris où il fréquente des exilés républicains espagnols.

L'expérience de la Ie République entraîne également d'autres changements, en particulier dans le champ de l'éducation et de la formation de futurs citoyens. Un groupe d'enseignants progressistes de l'Université madrilène, sous l'égide de Francisco Giner de los Ríos, fonde en 1876 la *ILE, Institución Libre de Enseñanza* (Institution Libre d'Enseignement). Il s'agit d'un projet de réforme de l'instruction publique qui postule une école laïque, destinée à tous, et surtout à ceux qui en ont été privés jusque-là. La primauté revient au savoir scientifique et à la préoccupation pour la pédagogie nouvelle. C'est en construisant un enseignement différent que l'on peut forger une humanité nouvelle, des individus capables de coopérer avec leurs semblables en toute liberté. En 1881, le gouvernement de Sagasta autorise l'ouverture d'écoles laïques. La ILE propose de créer des «missions ambulantes» allant dispenser l'instruction dans tous les villages d'Espagne, y compris les plus démunis. Elle devient aussi un centre de culture et d'innovation pour former les enseignants. En 1900, sous l'impulsion de libéraux comme Joaquín Costa, le Ministère d'Instruction Publique et des Beaux Arts est fondé pour assurer une meilleure diffusion de l'éducation[4]. Ferrer est attentif à ces changements, mais il prend également conscience du nécessaire détachement que doit avoir l'école par rapport aux prescriptions politiques[5]. L'éducation publique laïque n'est pas assez digne de confiance car elle est au service de l'État. Très vite, l'engagement politique de Ferrer lui vaut l'exil. Son installation en France lui ouvre davantage de perspectives. Il s'affilie au Grand Orient, fréquente en autodidacte la Bibliothèque nationale, et connaît l'exemple d'écoles anarchistes qui refusent un financement public, comme La Ruche de Sébastien Faure.

En 1884, Ferrer imagine déjà une bibliothèque ambulante révolutionnaire sillonnant la Catalogne pour diffuser la culture dans les zones rurales et éveiller les consciences à l'esprit libertaire[6]. Il entend lutter contre la plus grande des pauvretés, l'ignorance[7]. En enseignant l'espagnol à Paris, il élabore un projet éducatif qu'il décrit à l'anarchiste catalan José Prat:

4. Eugenio Otero Urtaza (dir.), *Las Misiones Pedagógicas,* Madrid, Sociedad Estatal de Conmemoraciones, 2006, p. 35.
5. Concernant la rupture de Ferrer avec le modèle laïque et la conception de l'École moderne, voir Juan Avilés, *op.cit.,* pp. 93-119.
6. Francesco Codello, *La buona educazione, esperienze libertarie e teorie anarchiche in Europa da Godwin a Neill,* Milan, FrancoAngeli, 2005, pp. 472-488.
7. Dolors Marín, *La semana trágica. Barcelona en llamas, la revuelta popular y la Escuela Moderna,* Madrid, La Esfera de los Libros, 2009, p. 16.

> J'ai l'intention de fonder une École émancipatrice qui se chargera d'extirper des cerveaux ce qui divise les hommes (religion, faux concept de la propriété, patrie, famille, etc.), afin d'atteindre la liberté et le bien-être que nous désirons tous et dont nul ne jouit complètement[8].

La même année, une de ses élèves, une certaine Ernestine Meunier, décède et lui lègue toute sa fortune afin de créer une «École moderne». Dans le projet pédagogique de Ferrer, le savoir est un outil d'émancipation sans contingence. Il faut donner aux élèves les moyens intellectuels de développer le libre arbitre et de se forger une conscience éclairée. Sa confiance en l'être humain postule ce pari d'exercice de la liberté pour le bien commun. En refusant les récompenses et les punitions, Ferrer prône la négociation. Il s'agit de former les élèves au raisonnement (par exemple les théories de l'évolution darwinienne), au libre examen (la pensée critique et la quête de la vérité) et à l'antimilitarisme. Les cours comprennent également le contact avec la nature et l'extérieur de la classe. Des excursions, des visites de musées et de fabriques, etc., sont fréquentes afin d'éveiller l'esprit de découverte. Il défend aussi l'idée d'une coéducation des sexes préparant à vivre ensemble:

> La femme ne doit pas être enfermée au foyer. Son action doit s'exercer bien au-delà des murs de la maison. Mais pour que la femme exerce son action bénéfique, il faut qu'elle puisse obtenir les mêmes connaissances, en quantité et en qualité, qu'on met à la disposition des hommes[9].

Mais aussi une mixité sociale:

> La coéducation des pauvres et des riches facilite le contact entre les uns et les autres dans l'innocente égalité de l'enfance: à travers l'égalité systématique de l'école rationnelle on peut construire la bonne école, nécessaire et réparatrice[10].

Les enfants d'universitaires côtoient les enfants d'ouvriers, pour préparer une coexistence pacifique à venir. La gratuité est garantie pour les familles sans moyens. Le financement de l'école est assuré par les parents d'élèves favorisés et par Ferrer lui-même, qui emploie une grande part du legs de son ancienne élève parisienne. Cette solidarité est une étape nécessaire vers un projet de société nouvelle. L'école moderne est ainsi un outil de «régénération sociale[11]» pour donner naissance à de nouveaux citoyens.

En Espagne, les écoles laïques, depuis la fin du XIXe siècle, disposent d'une certaine liberté. L'État se borne à des inspections sanitaires des locaux ou

8. Lettre de Ferrer à Prat, 29.09.1900, Cité par Juan Avilés, *op. cit.*, p. 95.
9. Francisco Ferrer, *La Escuela Moderna,* Madrid, éd. Jucar, 1976 [1912]; pour cette traduction: Jean Houssaye (dir.), *Quinze Pédagogues. Textes choisis,* Paris, Armand Colin, 1994, p. 86.
10. Francisco Ferrer, *op.cit.*, p. 87.
11. Dolors Marín, *op. cit.*, p. 132.

morales de professeurs. Ferrer ne rencontre donc pas trop de difficultés en 1901 pour ouvrir une École moderne à Barcelone. Pour les classes aisées en rupture avec le modèle catholique conservateur, l'École Ferrer représente un projet de qualité qui se démarque d'autres écoles laïques. Elle se dote en outre d'un outil éditorial propre, hors de la tutelle de l'État, le *Bulletin de l'École Moderne*.

L'exclusion de Ferrer

La tolérance de l'État espagnol envers les Écoles modernes s'interrompt suite à l'attentat contre Alphonse XIII à Madrid, le jour de ses noces, le 31 mai 1906. L'auteur, rapidement identifié, est Mateo Moral, le bibliothécaire de l'École moderne, qui est de ce fait fermée. Ferrer est arrêté au mois de juin et emprisonné un an durant, en attente d'un procès. Une campagne internationale (en France, Belgique et Italie) débat vivement des responsabilités présumées du pédagogue. Finalement, le procès s'ouvre le 3 juin 1907, dans une atmosphère tendue, notamment par les menaces de représailles et de grève générale proférées par les anarchistes et les associations ouvrières catalanes qui poussent le gouvernement et les juges à la prudence. Dix jours plus tard, en l'absence de preuves tangibles, Ferrer est absous et libéré.

Même si la justice acquitte le pédagogue, Ferrer est fortement isolé en Catalogne. Il est l'objet à l'étranger d'une étroite surveillance policière. Il renonce à relancer son école. Le *Bulletin de l'École Moderne* reprend sa publication en juillet, mais avec peu d'articles d'auteurs espagnols. Il compte davantage de collaborateurs étrangers comme Paul Robin, Elisée Reclus ou Henri Roorda van Eysinga qui rejoint également la Ligue Internationale pour l'Éducation Rationnelle de l'Enfance, fondée en 1908 à Paris et présidée par Ferrer.

L'ostracisme à l'égard de Ferrer se renforce lors des révoltes de la « Semaine tragique » de l'été 1909. En réponse à un attentat contre des ouvriers espagnols perpétré le 9 juillet sur un chantier ferroviaire du Maroc, le gouvernement de Maura décrète l'état de guerre et ordonne la mobilisation de réservistes en Espagne. Les plus riches obtiennent une exemption du devoir militaire. La plupart de ceux qui sont désignés sont des pères de familles dont l'unique revenu est censé subvenir aux besoins de tous. Le 18 juillet, jour prévu de l'embarquement au port de Barcelone, des femmes d'aristocrates offrent aux soldats en partance des scapulaires, des médailles et du tabac, ce qui provoque des réactions populaires violentes. Les mauvaises nouvelles provenant du Maroc, faisant état de nombreuses victimes, aggravent la situation. Solidaridad Obrera décrète un arrêt de travail de 24 heures le lundi 26 juillet. À Madrid, une grève générale est prévue pour le 2 août. Les autorités tentent de faire appel à l'armée pour

contrôler le mouvement mais les grévistes l'accueillent aux cris de *Vive l'armée !* et *À bas la guerre !*, ce qui évite l'affrontement. Le lendemain, la nouvelle se répand que 1200 réservistes, en majorité ceux qui sont partis de Barcelone, ont été massacrés au Barranco del Lobo, dans le Rif marocain. Cela provoque un soulèvement populaire. Mais ce qui commence comme une protestation contre la guerre devient vite une véritable insurrection.

« Dans les rues s'affrontaient deux manières différentes de comprendre la vie, la société, le travail, la science et même la guerre », précise Dolors Marín[12]. D'un côté, la bourgeoisie, appuyée par l'Église catholique et la monarchie, qui ont parié sur l'industrialisation ; de l'autre, les classes populaires, organisées par les associations ouvrières, qui cherchent à se faire respecter. Des barricades de fortune sont installées dans les rues et certains s'en prennent au symbole par excellence du pouvoir conservateur, l'Église. Parce que les écoles religieuses inculquent aux enfants d'ouvriers des valeurs contraires à leurs intérêts, parce que les hôpitaux, dirigés par des religieux, traitent les plus pauvres de manière discriminatoire, parce que l'Église soutient la création de syndicats jaunes pour combattre les anarchistes, majoritaires à Barcelone, des couvents, des églises et des écoles religieuses sont incendiées. Des sépultures sont profanées. Dans les rues, on observe quelques danses macabres avec des cadavres momifiés. En revanche, les commerçants n'enregistrent pas de dégâts significatifs.

Ces révoltes ne se limitent pas à Barcelone. Une grève générale est déclarée en Catalogne, des mairies sont occupées, des registres de propriété brûlés, des juntes citoyennes formées pour assumer le pouvoir, ce qui donne au mouvement la dimension d'une révolution… Durant une semaine, ces hommes et femmes provenant des écoles laïques, des mouvements coopératifs, des syndicats ou de la libre pensée renversent le modèle social et politique traditionnel.

Des troupes sont rapidement appelées de Valence et Saragosse, de Pampelune, Burgos et Madrid. Le gouvernement annonce alors que les insurgés seraient des séparatistes. Le 30 juillet, la ville est placée sous le contrôle de l'armée. Le lendemain, le gouvernement de Maura organise une répression massive et arbitraire. 2000 personnes sont arrêtées, 175 extradées, 59 condamnées à la prison à perpétuité, et 5 à la mort. En plus, les syndicats sont interdits et les écoles laïques fermées.

Un long processus de décomposition du pouvoir conservateur et de son monopole idéologique et éducatif a ainsi débouché sur des révoltes, des grèves et l'attaque à des symboles de la religion catholique. Mais la réponse du gouvernement conservateur de Maura est sans appel : il faut sacrifier le maître laïque !

12. Dolors Marín, *op. cit.*, p. 11.

Ferrer est ainsi accusé d'avoir instigué les révoltes de la «Semaine tragique»[13]. Arrêté le 1er septembre alors qu'il tente de rejoindre la France, il subit une campagne médiatique de dénigrement relayant une série de rumeurs. Le procès, mené par un tribunal militaire, est arbitraire et expéditif. Il est vrai que la vague d'arrestations démesurée provoque un encombrement des tribunaux et une accentuation de la sévérité des peines. Ainsi par exemple, Antonio Malet est condamné à mort sous l'accusation d'avoir brûlé des objets de l'église de San Adrián de Besos d'une valeur de 180 pesetas[14].

Ferrer est jugé sur la base de témoignages de presse et de déclarations révolutionnaires qu'il avait rédigées plus de dix ans plus tôt. En revanche, des témoignages qui lui sont favorables sont systématiquement écartés. Les griefs de l'avocat de Ferrer et de l'inculpé lui-même restent lettre morte[15]. Peu importe qu'il ait pris part ou non aux événements, qu'il ait participé ou non à des actes de soulèvement ou qu'il ait contribué ou non à leur financement, sa seule présence à Barcelone et ses idées révolutionnaires en font un coupable idéal. Car au-delà de son caractère pédagogique, l'École moderne se veut aussi un outil révolutionnaire. Ferrer n'a jamais caché ses opinions rebelles et toujours revendiqué le droit de former des étudiants contestataires:

> Je le dirai avec clarté: les opprimés, les spoliés, les exploités ne peuvent être que des rebelles, car ils doivent réclamer leurs droits jusqu'à obtenir leur participation, complexe et parfaite, dans le patrimoine universel[16].

Le juge, le commandant Valerio Raso Negrini, tente d'expédier la sentence pour éviter que l'instruction ne soit rendue publique. Contrairement à 1907, on ne laisse donc à Ferrer aucune possibilité de prouver son innocence. Les circonstances de la «Semaine tragique» donnent l'occasion d'en finir avec lui. D'ailleurs, la mobilisation en sa faveur ne se renouvelle pas. Et il est bien possible que la désignation d'un coupable ait également offert un paravent aux responsables des grands partis qui ont organisé la rébellion[17].

Dans sa défense, Ferrer lui-même ne désigne aucun responsable politique:

> *Ferrer.* — Je ne suis affilié à aucun parti. Ma vie est dédiée entièrement à l'éducation scolaire. Je dirai même que le seul chemin que je crois capable d'améliorer la condition humaine est l'enseignement, car seules la vérité et la science peuvent conduire la société à une ère de paix et d'harmonie.

13. Pour plus de détails sur le procès et sa mort, voir Juan Avilés, *op. cit.*, pp. 215-246.
14. Voir entre autres Joan Connelly Ullman, *La Semana Trágica,* Barcelone, Ariel, 1972, p. 516, cité par Francisco Bergasa, *¿Quién mató a Ferrer i Guardia?*, Madrid, Aguilar, 2009, p. 225.
15. Une restitution minutieuse des interrogatoires, témoignages, du procès, de la défense, de la sentence et de la réaction de Ferrer est donnée par Francisco Bergasa, *op. cit.*, pp. 189-509.
16. Francisco Ferrer, *op. cit.*, p. 87.
17. Francisco Bergasa, *op. cit.*, p. 243.

Juge. — Auquel d'entre vous attribueriez-vous néanmoins les actions séditieuses récemment survenues ?

Ferrer. — À personne. Mais oui, par contre au contexte général existant dans toute l'Espagne contre la guerre du Rif, où meurent journellement une infinité d'hommes jeunes et des pères de famille. Le fait que dans toute la presse, y compris par le biais de personnalités comme Villanueva et Romanones, on la considère injuste car elle subordonne l'honneur national aux intérêts d'une certaine compagnie minière française, me confirme dans mes idées. Le mouvement de Barcelone a été, donc, naturel et spontané. [...][18]

Le juge établit la culpabilité de Ferrer, en vertu de l'article 403 du Code Militaire, qui permet de procéder à un châtiment rapide et exemplaire lorsque l'importance du délit «l'exige»...[19]. Le sort du pédagogue est donc scellé : mort pour l'exemple. Ferrer est fusillé le 13 octobre 1909 à 9 heures du matin au château de Montjuic. Il paie de sa vie sa transgression du pouvoir établi. Il est condamné pour «induction morale ou intellectuelle»[20]. Ses biens sont bloqués, en guise de dédommagement pour les dégâts causés par la «Semaine tragique».

Dans cette affaire, il est aussi question d'en finir avec le «problème catalan»[21]. En effet, les velléités indépendantistes d'une région prospère qui affiche son modernisme et son nationalisme arrogant dérangent un État central qui se remet péniblement du «désastre» colonial de 1898. La révolte des réservistes contre la mobilisation dans l'armée coloniale et l'insurrection sociale qui a suivi sont perçues comme une provocation de plus. Mais Ferrer incarne également le danger révolutionnaire. Sa détermination dans la lutte contre le pouvoir traditionnel, son attitude réservée, son train de vie romanesque, son statut de maître sans titres, mais doté d'une haute estime de soi, et son activisme invétéré en font l'archétype du parfait conspirateur dépensant sa fortune dans des projets subversifs, et que l'on suspecte même de régicide... Affublé dans les salons du nom de «sultan rouge», Ferrer est ainsi la cible idéale du pouvoir.

Une mort qui dérange

Sa mort débouche toutefois rapidement sur une campagne nationale et internationale de protestation, avec le soutien de représentants politiques et de la presse. Des manifestations s'organisent dans le monde entier. L'Espagne est

18. Extrait de la Cause Générale contre Francisco Ferrer i Guàrdia, instruite par la Juridiction de Guerre de Barcelone, Madrid, Successeurs J. García, 1911, reproduit par Francisco Bergasa, *op. cit.*, p. 253.
19. *Ibid.*, p. 256.
20. Dolors Marín, *op. cit.*, p. 264.
21. Francisco Bergasa, *op. cit.*, pp. 26-81.

pointée du doigt pour avoir contribué à l'assassinat d'un innocent. Le cas Ferrer renvoie l'image d'un pays dominé par le pouvoir militaire et le conservatisme politique et religieux. L'exécution du pédagogue est perçue comme une profonde injustice.

Dans la sphère politique, la mort de Ferrer est mal assumée. Alphonse XIII, alarmé par ces vagues de protestations, décide de destituer Maura et de le remplacer par un ministre libéral, Sigismond Moret. Le pouvoir des tribunaux militaires est également restreint. Il n'y a plus de fusillés. L'année suivante, le mouvement ouvrier reprend de la force. C'est notamment l'année de la création de la CNT (Confederación Nacional del Trabajo).

Quant à Ferrer, ses biens sont rendus à ses héritiers. Les écoles laïques de Catalogne peuvent aussi rouvrir. Il semble néanmoins que les centres les plus fidèlement reliés à Ferrer ne reprennent pas leurs activités. La compagne de Ferrer, Soledad Villafranca, relance le projet à travers la Ligue internationale pour l'éducation rationnelle de l'enfance, mais l'écho de cette initiative n'est pas retentissant. Néanmoins, la maison d'édition de l'École moderne reprend ses activités grâce à Lorenzo Portet, proche collaborateur de Ferrer.

Au printemps 1911, sous la présidence du libéral José Canalejas, l'opposition républicaine sollicite la révision du procès Ferrer[22]. Le débat fait rage durant deux semaines au Congrès des Députés. Libéraux et conservateurs refusent de proclamer l'innocence de Ferrer, mais les protestations provoquent une rupture. En 1914, Francisco Cambó, un conservateur de la Lliga catalane (autonomiste), reflète un changement mémoriel. Le procès de Ferrer apparaît comme unanimement injuste, mais son discours se centre sur l'idée de culpabilité collective :

> Les membres du Parti Radical n'ont pas demandé l'acquittement de Ferrer, bien au contraire, ils ont été ses principaux accusateurs ; nous non plus, qui étions neutres dans le conflit, nous ne l'avons pas demandé ; personne n'a sollicité, je le répète, l'absolution du directeur de l'École moderne. Si son exécution est due à cette faute, c'est une responsabilité qui incombe à tout le corps social, principalement à Barcelone. Tous les Barcelonais, sans exception, nous avons tous fusillé Ferrer car nous n'avons pas bougé le petit doigt pour réclamer son amnistie[23].

Aujourd'hui, un siècle après son exécution, malgré le travail de mémoire qui se développe en Espagne sur d'autres crimes, le procès mené par le Conseil de Guerre en 1909 n'a toujours pas été révisé.

Mari Carmen Rodriguez

22. Juan Avilés, *op. cit.*, p. 271.
23. Intervention de Cambò au Congrès des Députés le 16 juin 1914, in Francisco Cambò, *Discours parlementaires,* Barcelone, 1936, p. 183, cité par Francisco Bergasa, *op. cit.*, p. 570.